

Le "Manchester français" accueillait fin septembre la deuxième étape 2020 du Smart Cities Tour. L'occasion d'échanger sur un concept en vogue, la "ville du quart d'heure", dont Mulhouse est l'un des pionniers. Polyvalence des lieux, réduction des déplacements, commerces de proximité... cette nouvelle approche est surtout l'occasion de réinventer la ville avec les habitants, souligne Michèle Lutz, maire de Mulhouse.



Mulhouse

La ville du "quart d'heure"



Michèle Lutz, maire de Mulhouse

→ Ville de la révolution industrielle par excellence, Mulhouse ne renie pas son passé de cité ouvrière. Au contraire : elle en a fait une force, en misant sur des valeurs telles que l'innovation technologique et l'inclusion. La "ville aux cent cheminées" s'est en effet construite au XIX^{ème} siècle, en accueillant une large population d'immigrés, répondant à la demande en mains d'œuvre des industries du textile et de l'automobile. Aujourd'hui encore, Mulhouse est restée très cosmopolite, avec plus de 130 nationalités représentées. La deuxième ville d'Alsace est également l'une des communes les plus jeunes de France, avec 43 % d'habitants âgés de moins de 30 ans.

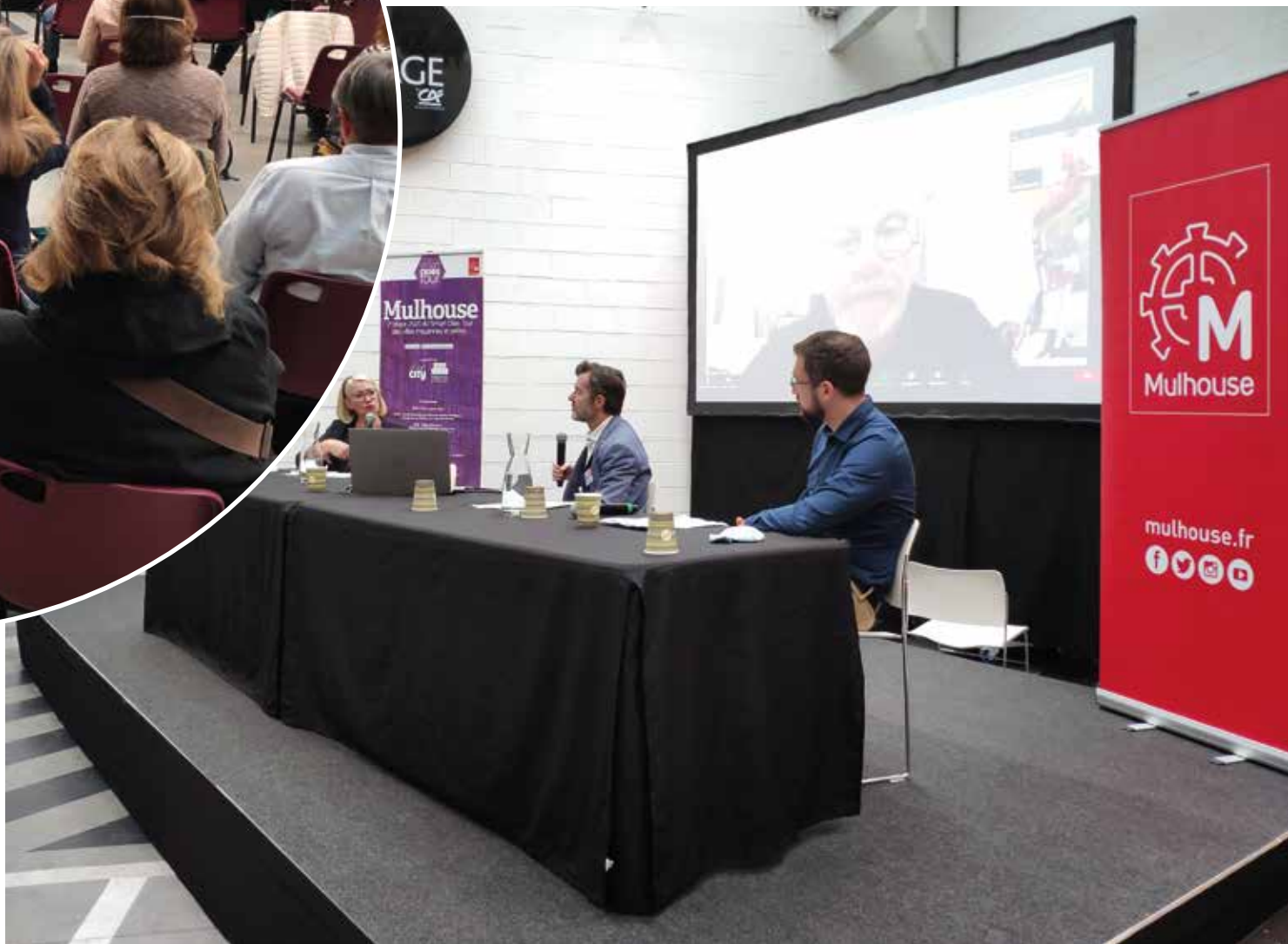
Grâce à sa culture industrielle, Mulhouse s'est imposée comme une terre d'innovation. « C'est dans notre ADN. Dès qu'une expérimentation est possible, nous la menons (...). Le numérique fait donc naturellement partie de notre univers », a déclaré Michèle Lutz, maire de Mulhouse. Son contexte démographique particulier la pousse également à favoriser le "vivre ensemble" et à tenter de remobiliser une partie de sa jeune population, qui a pris ses distances vis-à-vis de la chose publique. « C'est dans cet esprit que nous avons travaillé sur la notion de la ville du quart d'heure. Elle doit permettre à

chaque habitant de trouver l'essentiel des services à seulement 15 minutes à pied ou à vélo de son domicile. C'est un énorme challenge. »

Michèle Lutz s'exprimait le 29 septembre, lors de la deuxième étape 2020 du Smart Cities Tour, événement itinérant dont l'ambition est de démystifier la démarche smart city auprès des élus et des cadres territoriaux en allant à leur rencontre partout en France. Une journée d'échanges organisée dans un lieu très symbolique : le "KMØ", cité numérique qui a ouvert ses portes début 2019. Construite dans l'ancienne usine de la Société Alsacienne de Construction Mécanique (SACM), elle a gardé les traces de son passé : des briques rouges aux piliers de fonte, en passant par les ponts roulants. Un lieu conjuguant ainsi l'histoire industrielle de la ville et sa nouvelle dynamique autour du numérique, à l'image de son projet smart city.

La crise sanitaire confirme l'intérêt de la ville du quart d'heure

Mulhouse a commencé à travailler sur son projet de ville du quart d'heure juste avant le confinement. « La crise sanitaire a confirmé la pertinence du concept qui permet de réduire les déplacements, à commencer par ceux réalisés en voiture »,



a indiqué Michèle Lutz. La ville du quart d'heure repose en effet sur un maillage fin des commerces de proximité, des écoles, des lieux de culture et de divertissement, des centres médicaux... ainsi que de la représentation publique. « *Nous n'aurons jamais une mairie dans chaque quartier, mais nous pouvons organiser une présence, sous d'autres formes, notamment grâce au numérique* », a poursuivi l'élue. Elle a notamment fait référence au service Allo Proximité, lancé en 2000, qui permet aux habitants de signaler les incidents, dysfonctionnements et autres problèmes du quotidien. Depuis 2015, la ville exploite aussi de la plate-forme "Mulhouse C'est Vous", pour réaliser des sondages et des consultations publiques.

Mais la ville du quart d'heure ne repose pas que sur des outils numériques. « *Le digital doit rester un outil parmi d'autres, sinon on risque*

d'éloigner une partie de la population. Il ne faut pas que la démocratie soit un enjeu technique », a ainsi souligné Kristell Juven, directrice adjointe de l'association Citoyens & Territoires Grand Est. Et de rappeler que, depuis cinq ans, Mulhouse propose des conseils citoyens, rebaptisés ensuite "conseils participatifs", où les habitants peuvent s'exprimer en présentiel.

La plupart des services proposés dans le cadre du projet de ville du quart d'heure auront également une présence physique. Faut-il alors construire de nouveaux bâtiments ? Pas nécessairement. « *La polyvalence des lieux et la mutualisation des infrastructures sont au cœur de la ville du quart d'heure* », a rappelé Carlos Moreno, l'urbaniste et chercheur franco-colombien à l'origine du concept. Depuis le début de l'année, ce professeur des universités collabore avec les élus de Mulhouse pour

De gauche à droite : Michèle Lutz, maire du Mulhouse, Ariel Gomez, rédacteur en chef de Smart City Mag, Pier-Mael Anezo, Architecte - Urbaniste à l'Agence d'Urbanisme de la région mulhousienne, et en visio Carlos Moreno, directeur scientifique de la Chaire ETI Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

développer leur projet. « *Les écoles peuvent, par exemple, accueillir des associations le soir. Les hôtels peuvent proposer des espaces de co-working, les boîtes de nuit se transformer en salles de sport le jour... Il faut exploiter chaque mètre carré disponible pour créer un maillage de centralités dans la ville.* » Le concept de ville du quart d'heure s'adresse-t-il à toutes les typologies de territoire ? « *La densité de population est un préalable, a pour sa part indiqué Pier-Mael Anezo, architecte et urbaniste à l'Agence d'urbanisme de la région Mulhousienne. Mais cette densité est souvent subie. Avec la ville du quart d'heure, cette densité doit être*

EDF « La ville durable se construit avec les habitants »

Le groupe EDF est intervenu sur un la thématique de la ville durable, élément incontournable de la ville intelligente. « *La smart city doit être économe en énergie. Nous travaillons sur l'habitat, les réseaux de chaleur, la mobilité décarbonée, l'éclairage intelligent... choisir les bonnes solutions passe par la co-construction avec les habitants* », a indiqué Didier Fruhauf, directeur Développement Territorial Alsace à la direction commerciale régionale Est d'EDF. Il a donné l'exemple du réseau de chaleur de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) qui

est en cours de modernisation. Un nouveau réseau bas-carbone doit ainsi voir le jour, d'ici 2024, en intégrant plus de 75 % de chaleur de récupération issue d'une usine d'incinération. Un projet qui fait l'objet d'échanges et d'informations avec les habitants des futurs quartiers desservis. « *Il faut aussi favoriser les écogestes. Par exemple, un couvercle sur une casserole d'eau permet de réduire de 30 % la consommation d'énergie* », a également précisé Didier Fruhauf, concluant ainsi que « *la ville durable est l'affaire de tous* ».



Didier Fruhauf, directeur Développement Territorial Alsace chez EDF



De gauche à droite : Cécile Sornin, élue à la participation citoyenne à Mulhouse, Marie Hottinger, élue à la ville intelligente à Mulhouse, Laurent Verlaquet, directeur Villes et collectivités, marque Expercité chez Eiffage Énergie Systèmes, Nelly Moussu, rédactrice en chef adjointe de Smart City Mag, et en visio Kristell Juven, directrice adjointe de l'association Citoyens & Territoires Grand Est.

synonyme d'intensité de vie, de convivialité et de lien social. » Outre Mulhouse, le concept de ville du quart d'heure séduit un nombre grandissant de villes dans le monde, comme Paris, Nantes ou Dijon en France, mais aussi Copenhague au Danemark ou Edimbourg en Écosse. Selon Carlos Moreno, « *la ville du quart d'heure est plus apaisée, plus écologique... elle enveloppe plus*

qu'elle ne développe. Il faut arrêter de construire des écoquartiers pour les privilégiés et repenser la ville de manière plus inclusive ».

Miser sur la participation citoyenne

Pour les élus de Mulhouse, il ne peut y avoir de ville du quart d'heure sans participation citoyenne. Et c'est justement une des forces de

ce territoire alsacien. La ville a ainsi créé, en 2015, l'Agence de la participation citoyenne. Cette structure d'une dizaine d'agents gère les conseils citoyens ainsi que le budget participatif mis en place depuis 2017. « *L'intérêt de cette agence est d'être une entité à part, avec une communication moins institutionnelle. Nous ne sommes ainsi perçus comme un organe de la ville, mais plutôt comme un intermédiaire entre le politique et les citoyens*, a souligné Cécile Sornin, élue à la participation citoyenne de Mulhouse. *La participation citoyenne n'est pas une perte de pouvoir pour les élus ou les services. Elle permet au contraire de prendre de meilleures décisions qui sont mieux accueillies par les citoyens.* »

La principale difficulté d'une démarche de participation citoyenne reste de mobiliser l'ensemble des franges de la population, notamment les jeunes, ont convenu les élus mulhousiens. Les outils numériques sont une des solutions permettant de susciter leur intérêt. « *Des services tels qu'Allo Proximité ou Mulhouse C'est Vous permettent de remobiliser une partie de la population, notamment les jeunes, qui s'étaient éloignés de la chose publique* », a ainsi déclaré Marie Hottinger, élue à la ville intelligente.

La participation citoyenne doit également être suivie d'actions concrètes, ont souligné les différents intervenants. « *Il faut que les échanges avec les citoyens soient constructifs et suivis de projets. Il n'y a rien de pire*



De gauche à droite : Laura Gaynard, responsable du management du numérique pour la ville de Mulhouse et l'agglomération, Caroline Porot, chief digital officer de la région Grand Est, Ariel Gomez, rédacteur en chef de Smart City Mag.

que des remontées citoyennes non suivies par d'actes concrets », a estimé Laurent Verlaguet, directeur Villes et collectivités, marque Expercité, chez Eiffage Energie Systèmes. La collectivité doit donc largement communiquer sur les projets issus de la participation citoyenne, et proposer des indicateurs permettant d'en mesurer l'impact. »

Le grand paradoxe des données citoyennes

Cette journée d'échanges s'est conclue sur l'épineuse question de la protection des données personnelles gérées par la ville. Sur ce point, Caroline Porot, Chief Digital Officer de la région

Grand Est, a pointé un paradoxe : « Nous observons chez bon nombre de citoyens un grand intérêt, voire une crainte, quant à l'utilisation des données les concernant par les administrations locales. Mais dans le même temps, des informations très personnelles sont partagées sur les réseaux sociaux, et d'autres services en ligne, avec beaucoup moins de prudence. Il y a ici un paradoxe entre ce qui est fait et ce qui est craint. Il y a peut-être un problème d'acculturation

vis-à-vis du numérique. » Un point de vue partagé par Laura Gaynard, responsable du management du numérique pour la ville de Mulhouse et l'agglomération. « Il y a effectivement une relative méconnaissance du grand public sur l'utilisation de leurs données par les réseaux sociaux. Et parallèlement, une méfiance vis-à-vis de l'usage des données par les collectivités, et encore plus par l'Etat. Peut-être pensent-ils que les administrations publiques ont plus de pouvoir d'action que les acteurs du numérique ? » Quoi qu'il en soit, les deux intervenants ont convenu de la grande nécessité de faire de la pédagogie et d'expliquer pourquoi et comment sont exploitées les données citoyennes. Et pour rassurer les citoyens, et être en conformité avec le règlement général européen sur la protection des données, les données doivent être protégées par des outils techniques, mais aussi par de



Le Smart Cities Tour fera prochainement étape à Arras et à Angers. Les dates sont à confirmer en fonction de l'évolution de la crise sanitaire.